

Le «livre noir» de la RGPP en Haute-Marne

Services vétérinaires, gestion de la voie d'eau, hôpitaux, Prud'hommes, CAF, Poste, finances publiques, inspection du travail... FO dresse un bilan très négatif de la RGPP en Haute-Marne.

L'Union départementale Force Ouvrière de la Haute-Marne vient de réaliser la déclinaison locale du «Livre noir de la RGPP» publiée par le syndicat au niveau national.

La RGPP, c'est la fameuse révision générale des politiques publiques lancée par Nicolas Sarkozy en 2007. L'une des mesures principales consiste à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Exemples à l'appui, FO entend démontrer que cette politique se fait au détriment tant des usagers que des agents des services publics.

(avec le patrimoine fluvial, terrains, bâtiments, maisons éclusières...) seront au 1er janvier 2013 transférés vers un établissement industriel et commercial. Basant l'entretien et l'exploitation de la voie d'eau sur la seule logique de la rentabilisation du transport, l'Etat met en péril ses autres fonctions, notamment la surveillance hydraulique et la gestion des crues. Il compromet ainsi la sécurité des biens et des personnes, à l'image de ce qui s'est passé en Vendée lors de la tempête Xynthia en 2010.

Des hôpitaux et des EHPAD bien malades

En trois, l'hôpital de Chaumont aura perdu 150 emplois, rappelle FO. «Aujourd'hui, toutes les catégories de personnel sont concernées, y compris les soignants.» Par ailleurs, l'agence régionale de santé prévoit de fermer l'accueil téléphonique du SAMU à partir de minuit jusqu'à 8 heures du matin, de mutualiser certains services et de confier au privé la restauration, la blanchisserie, le nettoyage des locaux... Dans les autres hôpitaux du département, il y a aussi des déficits ou des pertes d'emplois. Et les 21 établissements d'hébergement de personnes âgées (EHPAD) ne sont pas en très bonne santé, en particulier les six -dont Riaucourt- qui sont concernés par la «convergence tarifaire» et donc «financièrement étran-glés».

Commentaire de FO : «La recherche d'économie s'impose partout par la suppression de postes, la suppression de toilettes, le transfert de responsabilités sur des personnels non habilités, la baisse du niveau de service, la dégradation des conditions de travail...

sans pour autant réduire la facture incombant au résident !»

Quel avenir pour la CAF ?

FO constate que «les effectifs actuels ne suffisent plus à la CAF pour assumer toutes ses missions. Afin de résorber les retards dus au RSA, la plateforme téléphonique et l'accueil physique sont régulièrement fermés. Des bornes interactives sont installées, remplaçant les personnels. Mais il est encore fait appel aux volontaires pour travailler le samedi matin.

«En 2012, la mutualisation de certaines fonctions avec la CAF de Charleville-Mézières est projetée dans l'opacité la plus totale. Les salariés ne s'y trompent pas. Ils sont conscients qu'à l'image de l'URSSAF les mutualisations sont les premiers pas vers la régionalisation.

«Pour couronner le tout, depuis cette année, les augmentations des salariés sont prises en compte sur les fonds propres de la CAF. Faute de crédits, les promotions de juillet 2011 ont été reportées en avril 2012.»

Prud'hommes : remise en cause des principes

La justice prud'homale repose sur trois principes : la proximité, l'oralité et la gratuité. Or, en Haute-Marne, depuis la suppression des prud'hommes de Saint-Dizier, «la proximité et la gratuité ne sont plus de mise». En raison de l'éloignement, le nombre d'affaires en provenance de Saint-Dizier diminue. D'autre part, en raison du manque de personnel au sein du greffe, les délais de traitement et de rendu des jugements s'allongent.

L'inspection du travail ne répond plus aux particuliers

L'inspection du travail (unité territoriale de la Haute-Marne) a subi, comme tous les services de l'Etat, la RGPP et ses régionalisations. «Aujourd'hui, faute de moyens pour assurer toutes ses missions, l'inspection du travail ne répond plus aux demandes isolées des salariés haut-marnais», se désole FO. «Elle fait renvoyer vers les syndicats ou les avocats. De même, les inspecteurs du travail n'ont plus le temps d'étudier tous les régléments intérieurs des entreprises qui leur sont transmis pour avis».

Les finances sous tension

Fusion des Impôts et du Trésor public, la direction générale des finances publiques est considérée par FO comme l'administration emblématique de la RGPP. Là, ce n'est pas un départ à la retraite sur deux qui n'est pas remplacé, mais deux sur trois !

Résultat : en 5 ans, le Haute-Marne a perdu le quart de ses effectifs, soit 90 emplois.

Les temps d'attente aux guichets augmentent et de graves tensions apparaissent en interne comme entre les usagers et les personnels. Selon FO, «il ne se passe pas un seul jour sans que les personnels ne se fassent insulter, menacer, voire agresser physiquement».

L'ingénierie publique a disparu

Depuis 2007, l'ex DDE, aujourd'hui DDT (direction départementale des territoires) n'assure plus les missions d'ingénierie pu-

blique concurrentielle. Ainsi, les communes sont contraintes d'avoir recours à des bureaux d'études privés qui ne s'intéressent pas trop à leurs petits travaux. D'autre part, contrairement à ce que l'Etat affirmait, la disparition des services d'ingénierie de l'Etat n'a pas attiré en Haute-Marne de cabinets d'études privés.

La distribution du courrier un jour sur deux ?

En Haute-Marne, la Poste a supprimé 20% de ses emplois au cours de ces dernières années. Et il ne reste aujourd'hui plus que 9 bureaux de plein exercice (pouvant effectuer l'ensemble des opérations postales) contre 57 en 2002.

Selon FO, la qualité du service s'est dégradée. Et ce n'est pas fini puisque la Poste aurait décidé d'expérimenter en 2015 la distribution du courrier un jour sur deux !

Côté employés, «le mal être au travail s'est généralisé et la tension au sein des équipes est palpable».

Le niveau culturel du département en prend un coup

Cette liste est loin d'être exhaustive. D'une façon générale, Dominique Perchet souligne que «la RGPP tue l'emploi en Haute-Marne» car les postes supprimés dans le public ne sont pas remplacés dans le privé, ni dans les collectivités territoriales qui commencent à réduire aussi leurs effectifs. Dominique Perchet observe en outre que «c'est la fonction publique qui pendant longtemps a permis de ramener des cadres en Haute-Marne» et qu'avec leur départ le niveau culturel du département en prend aussi un sacré coup.

Attention à ce qu'il y a dans les assiettes

La Haute-Marne est citée dans la version nationale du livre noir de la RGPP à propos de la suppression des moyens et des effectifs des services vétérinaires et de l'affaire SEB : «En 2011, dans un département comme la Haute-Marne, département qui compte quelques «poids lourds» de l'industrie agro-alimentaire, il ne reste plus qu'un inspecteur pour toutes les entreprises concernées : ce n'est sans doute pas un hasard si l'entreprise de steaks hachés surgelés où a été détecté le problème de bactérie E-coli se trouve dans ce département».

Selon la secrétaire générale de FO Dominique Perchet, «il y a de quoi avoir peur» en ce qui concerne la sécurité des aliments. «C'est incroyable qu'on en soit arrivé là».

Des missions qui tombent à l'eau

«Le gouvernement a décidé de soumettre la voie d'eau au diktat du marché», déplore FO. «Les personnels travaillant sur notre canal